

# Victoire attendue de Russie unie aux élections législatives russes

de Corinne Deloy

**ANALYSE**1 mois avant  
le scrutin

La date des prochaines élections législatives russes (4 décembre) a été annoncée le 30 août dernier par le président de la Fédération russe, Dmitri Medvedev. 7 partis politiques vont concourir pour le renouvellement des 450 membres de la Douma, chambre basse du Parlement, soit -4 par rapport au précédent scrutin du 2 décembre 2007.

1 813 522 Russes vivant à l'étranger se sont inscrits pour remplir leur devoir civique. 300 bureaux de vote leur seront ouverts dans 140 pays. Lors des dernières élections législatives du 2 décembre 2007, 18,1% d'entre eux avaient participé au scrutin.

Le même jour que les élections législatives, les Russes sont appelés à désigner les 1 210 députés des assemblées de 27 régions du pays. Plus de 2500 scrutins locaux auront lieu le 4 décembre. Environ 50 000 personnes au total seront candidates à ces élections.

Ces quatre dernières années, la vie politique russe a été agitée par une seule question : qui sera le prochain président de la République ? Vladimir Poutine (Russie unie, ER), actuel Premier ministre et ancien chef de l'Etat (2000-2008), va-t-il se représenter à la tête de l'Etat ? Le chef du gouvernement a apporté le 24 septembre dernier la réponse à cette question : il sera bien candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu en Russie le 4 mars prochain. Après sa victoire programmée, il permutera de poste avec le chef de l'Etat actuel, Dmitri Medvedev, qui deviendra alors Premier ministre. Fin du suspense donc. Les jeux sont faits.

Si dans les démocraties, on attend les résultats des élections pour connaître le nom des gouvernants ; en Russie, la situation est inversée.

## La victoire annoncée de Russie unie

Le 24 septembre dernier, 11 000 militants de Russie unie (ER) étaient rassemblés dans le Palais des sports Loujniki de Moscou pour écouter les discours de Vladimir Poutine et de Dmitri Medvedev. Vladimir Poutine a émis le souhait de voir Dmitri Medvedev diriger la liste de Russie unie aux élections législatives du 4 décembre prochain, puis Dmitri Medvedev a proposé la candidature de Vladimir Poutine à l'élection présidentielle du 4 mars 2012 ; enfin, Vladimir Poutine a promis de confier le poste de Premier ministre qu'il occupe actuellement à Dmitri Medvedev quand il aura été réélu à la tête de l'Etat. Un scénario parfait et bien huilé

qui permettrait à Vladimir Poutine, dans le cas où il serait réélu en 2018, d'occuper le pouvoir jusqu'en 2024, soit près d'un quart de siècle au total. Les élections législatives du 4 décembre prochain sont donc un plébiscite en faveur de Vladimir Poutine. « *Je veux le dire sans ambages, nous avons conclu un accord il y a plusieurs années déjà sur ce que nous ferions* » a déclaré le Premier ministre sortant. « *Le retour de Vladimir Poutine au Kremlin ne constitue pas un retour au passé mais autre chose : un moyen de répondre aux défis que nous nous sommes fixés* » a indiqué le 15 octobre dernier le président russe Dmitri Medvedev qui a cependant plaidé pour un gouvernement plus large qui, à l'avenir, « *laisserait une place à ceux qui ne sont pas complètement d'accord avec nous* ».

« *On n'a jamais vu de telles pratiques depuis Staline et son culte de la personnalité* » a déclaré le politologue Gleb Pavlovsky. « *Les élections n'étaient jamais arrivées à se transformer en une telle farce* » a affirmé Stanislav Belkovsky, fondateur et directeur du National Strategy Institute et de l'entreprise de communication Politech. « *Il y a 30 ans, il était facile de désigner le Parti communiste comme seul responsable de la situation. A présent, nous seuls, par notre apathie, sommes responsables de notre triste sort* » a souligné Andreï Erofeev, historien de l'art, spécialiste du mouvement avant-gardiste russe du début du XXe siècle et ancien dissident.

Si Vladimir Poutine veut revenir à la tête de l'Etat et conserver le pouvoir, il n'est pas pour autant question pour lui d'imiter le « *président* » de la Biélorussie Alexandre

Loukachenko et de renouveler son mandat au gré de ses envies. Vladimir Poutine, qui a transféré la plupart des prérogatives présidentielles à la présidence du Conseil de ministres qu'il occupe depuis mai 2008 à l'encontre de la Constitution russe et conservé le contrôle des services du renseignement, de l'information de la justice, de l'administration et de la défense ainsi que le monopole des matières premières, se veut cependant respectueux des institutions.

Dmitri Medvedev a l'image d'un homme jeune, libéral, porte-drapeau de la modernisation du pays comme de la primauté du droit, une image qui plaît au public occidental. L'actuel président russe a accepté beaucoup de tâches ingrates (par exemple le limogeage de l'ancien maire de Moscou Iouri Loujkov) et de passer pour le responsable des problèmes du pays pour que Vladimir Poutine conserve son image de sauveur du pays et d'homme capable de résoudre les crises. On a entendu Dmitri Medvedev dénoncer la corruption qui sévit dans le pays, les mauvaises performances des fonctionnaires et des entreprises russes.

Le 17 mars 2011, le président sortant ne s'était pas opposé à la constitution par l'OTAN d'une coalition militaire pour protéger les populations civiles des frappes aériennes, une première pour la Russie depuis 20 ans. Le 30 mars dernier, Dmitri Medvedev avait dénoncé les conflits d'intérêt que représente la présence de membres du gouvernement à la direction des plus grandes entreprises nationales (Gazprom, Aeroflot, Rosneft ou la banque VTB). Par ces propos, il visait notamment Igor Setchine, vice-Premier ministre et président de Rosneft, Alexeï Koudrine, ministre des Finances et président de la banque VTB et membre de l'administration du groupe minier Alrosa, ou encore Igor Levitine, ministre des Transports et président de la compagnie aérienne Aeroflot. Le 1er juillet, le président sortant a de nouveau demandé à Vladimir Poutine de mettre fin à ces cumuls.

La campagne législative est donc une comédie dont le seul but est d'éviter que n'émerge une force alternative. La décision de Vladimir Poutine de verrouiller les scrutins législatif et présidentiel s'explique par la situation économique et sociale du pays, inquiétante à moyen terme. Si elle limite les risques pour le pouvoir en place (une campagne électorale est toujours une invitation au débat et nourrit les luttes d'influence), l'annonce du Premier ministre sortant ôte tout intérêt au scrutin, ce qui pourrait conduire à une forte abstention des électeurs.

Conséquence de l'inversion des rôles annoncée : la démission le 26 septembre dernier du ministre des Finances Alexeï Koudrine qui avait sans doute espéré devenir Premier ministre et a déclaré qu'il refusait de servir dans un gouvernement dirigé par Dmitri Medvedev. Le ministre des Finances a été remplacé par son adjoint, Anton Silouaniov.

Vladimir Poutine veut faire de la Russie, 10<sup>e</sup> économie mondiale, l'une des cinq premières. Il souhaite porter en 10 ans le PIB par habitant à 26 000 € (10 500 € actuellement). Le Premier ministre sortant a créé une Agence d'initiatives stratégiques, concurrente de la Commission pour la modernisation fondée par Dmitri Medvedev, dont l'objectif est de promouvoir les jeunes talents du pays. « *La Russie a besoin d'un développement calme et stable, sans secousses, sans expériences irréfléchies basées sur un libéralisme injustifié et sans démagogie sociale* » a déclaré le chef du gouvernement.

Le 4 octobre, Vladimir Poutine a proposé, dans un article publié par le quotidien Izvestia, de créer une Union eurasiatique avec les anciennes Républiques soviétiques. « *Nous proposons un modèle d'unification puissante et supranationale, une intégration étroite sur de nouvelles valeurs politiques et économiques capable de devenir l'un des pôles du monde contemporain* » a-t-il écrit.

Le Premier ministre sortant a créé en mai dernier le Front populaire panrusse (ONF) dans le but de « *coordonner tous ceux qui ne sont pas indifférents au destin de la Russie* ». L'organisation regroupe les « *forces vives* » de la société russe : individus, associations mais aussi entreprises et syndicats ainsi que des vétérans de la guerre d'Afghanistan, des leaders des mouvements de jeunes, etc. 40 000 employés du holding industriel sibérien Sibirski Delovoï Soyouz ont adhéré au Front populaire panrusse tout comme les employés des chemins de fer ou de la poste russes. L'ONF est autorisée à coopérer avec des partis politiques étrangers, par exemple avec le Parti socialiste progressiste d'Ukraine (PSPU) dirigé par Natalia Vitrenko. En 1937, le Parti bolchevique avait créé le Bloc des communistes et des sans partis pour permettre à des associations de citoyens et à des collectivités ouvrières de soutenir le régime.

« *Vladimir Poutine n'a plus confiance en son parti. Ce dernier n'est plus sûr de conserver la majorité constitutionnelle des 2/3 sauf à organiser des fraudes auxquelles le Premier ministre sortant, qui tient à sa réputation internationale, se refuse. C'est pourquoi il a décidé de créer le Front populaire panrusse* » a indiqué Alexeï Moukhine, directeur du Centre d'information politique.

Vladimir Poutine a également exigé l'organisation systématique de primaires (praïmeriz) pour la sélection des candidats de Russie unie aux élections législatives. L'organisation des primaires a été rendue obligatoire au 11<sup>e</sup> Congrès de Russie unie en novembre 2009. Celles-ci se sont déroulées du 21 juillet au 25 août dernier. Elles ont rassemblé 226 000 électeurs pour 4 700 candidats (700 lors des primaires organisées pour les précédentes élections législatives du 2 décembre 2007) dont 58% de membres d'organisations non gouvernementales (2 000 sont affiliées au Front populaire panrusse), 36% des membres de Russie unie et 6% d'indépendants. Un mini-

mum de 150 des 600 places de la liste de Russie unie pour le scrutin législatif avaient été réservées pour les représentants du Front populaire panrusse.

Le Premier ministre sortant a déclaré voir dans les primaires le moyen de choisir les représentants les plus efficaces et donc de rendre le pouvoir plus efficace. En réalité, Russie unie est en perte de vitesse, le parti est décrit par un tiers des Russes (34%) comme « *un parti de fonctionnaires et filous* » selon une enquête d'opinion de l'institut Levada. D'où cette attention portée au processus de sélection des candidats, à la modification du recrutement et à l'insistance mise sur les dispositifs de mise en concurrence. Cette dernière, pour beaucoup d'observateurs de la vie politique, a cependant été faussée par la centralisation du processus de sélection des candidats.

Vladimir Poutine a suggéré de rendre obligatoire le processus de primaires pour tous les partis à l'ensemble des élections (nationales mais aussi régionales et locales) pour, selon ses propres termes, « *développer la vie politique* ». « *A mon avis, c'est une ingérence dans les affaires intérieures d'un parti politique. Chaque parti définit lui-même les moyens, les méthodes et les critères d'avancement de ses candidats à une élection* » a répondu Igor Lebedev, leader du groupe parlementaire du Parti démocrate-libéral (LDPR).

Russie unie s'est fixé pour objectif d'atteindre la majorité constitutionnelle des 2/3 à la Douma le 4 décembre prochain.

### Les autres forces en présence

La Russie compte deux grands partis nationalistes : le Parti communiste (KPRF), dirigé par Guennadi Ziouganov, et le Parti démocrate-libéral (LDPR) de Jiri Jirinovski. Ce dernier a commencé un tour de Russie, promettant biens et facilités fiscales. Son parti a choisi pour slogan « *Pour les Russes* » et affirme se battre pour que « *les Russes n'aient pas à subir de discrimination dans leur propre pays* ». Jiri Jirinovski a promis de construire un Etat « *ethnique* » pour « *le peuple héroïque que sont les Russes* ». Le Parti démocrate-libéral s'avère très utile pour canaliser un sentiment nationaliste en forte hausse dans le pays. Selon l'institut d'opinion Levada, 46% des Russes se déclarent xénophobes (ils étaient 41% en 2009). En outre, 45% se disent hostiles aux autres groupes ethniques du pays (38% il y a deux ans). Le Parti démocrate-libéral espère devenir le 2e parti de la Douma en recueillant 25% des suffrages.

Le Parti communiste défend la nationalisation des entreprises possédées par des oligarques et l'introduction de la progressivité de l'impôt. Il reste cependant très mesuré dans ses critiques à l'égard du pouvoir en place. Son leader Guennadi Ziouganov conduira la liste communiste. Parmi les candidats, on trouve Viktor Cherkesov, ancien directeur du service fédéral du contrôle des dro-

gues (FSKN), Zhores Alfyorov, lauréat du prix Nobel de physique en 2000, et la cosmonaute Svetlana Savitskaya. Les communistes ont placé la barre à un niveau élevé pour les élections législatives du 4 décembre prochain : le parti souhaite recueillir 20% des suffrages.

Russie juste (SR), parti social-démocrate, est un parti marginalisé. Son ancien leader Sergueï Mironov a été écarté de son poste de président du Conseil de la fédération et le parti a perdu de nombreux membres (le porte-parole de la Douma, Alexander Babakov, a rejoint Russie unie).

En 2007, Sergueï Mironov avait proposé une fusion de son parti et du parti communiste afin de créer une formation socialiste unifiée. Cette proposition avait été rejetée par Guennadi Ziouganov qui avait qualifié le positionnement de Russie juste de « *pure comédie* ». Le nouveau leader du parti, Nikolai Levitchev, a réitéré cette proposition afin que l'alliance de la gauche obtienne la majorité aux élections législatives du 4 décembre prochain. Selon lui, cette union est « *logique car les grands axes du programme du parti communiste sont presque entièrement conformes aux propositions formulés par Russie juste depuis plusieurs années* ».

Le parti propose une augmentation de 300% des amendes infligées en cas de violation de la loi du travail, la progressivité de l'impôt, de nouvelles lois anti-corruption et une hausse des pensions de retraite. Il espère recueillir 15% des suffrages au scrutin législatif.

Juste cause (PD) est positionnée au centre-droit de l'échiquier politique, née en 2008 de la fusion de trois mouvements libéraux (Force civile, le Parti démocratique et l'Union des forces de droite). Le 25 juin dernier, le milliardaire et homme d'affaires Mikhaïl Prokhorov (considéré par certains comme l'homme le plus riche de Russie ; sa fortune est estimée à 9,3 milliards €), qui dirige la société d'investissement Onexim, était élu à l'unanimité à la tête du parti lors d'un congrès transmis à la télévision, indéniable signe de la proximité de Juste cause du Kremlin. « *Je vous propose d'exclure le mot opposition de mon vocabulaire* » avait déclaré Mikhaïl Prokhorov qui a toutefois depuis été déchu et interdit de participer aux élections législatives du 4 décembre prochain. Il a été remplacé à la tête du parti le 20 septembre dernier par Andreï Dounaïev.

### Le système politique russe

Le Parlement russe est bicaméral. Il est composé du Conseil de la Fédération, chambre haute, de 178 membres, et de la Douma, chambre basse, comprenant 450 députés élus jusqu'à présent pour 4 ans, mais qui le seront pour 5 ans à partir du scrutin du 4 décembre.

Les députés sont élus à la représentation proportionnelle intégrale à partir de listes fédérales, qui peuvent compter

jusqu'à 600 noms chacune, dans une seule circonscription électorale. Un minimum de 7% des suffrages exprimés est indispensable à un parti pour être représenté à la Douma. Ce seuil est cependant flottant : en effet, les partis qui recueilleront entre 5% et 7% des voix le 4 décembre recevront 1 ou 2 sièges. La réduction à 5% des suffrages exprimés minimum pour qu'un parti soit représenté à la Douma entrera officiellement en vigueur en janvier 2013. La Constitution russe stipule qu'au moins 2 partis politiques doivent être représentés à la Douma. Par conséquent, si un seul parti obtenait un résultat supérieur à 7% des voix, le parti, arrivé en 2<sup>e</sup> position, entrerait à la Douma quel que soit le pourcentage de suffrages qu'il aurait recueillis. Enfin, les partis qui obtiennent plus de 4% des voix bénéficient du remboursement de leurs frais de campagne.

Pour participer aux élections législatives, un parti doit rassembler au moins 50 000 adhérents ou un minimum de 500 membres dans au moins 44 des 46 régions du pays. Les partis non représentés dans l'actuelle Douma doivent, en outre, déposer une caution de 60 millions de roubles (1,3 million €) ou 200 000 signatures d'électeurs sans que plus de 10 000 proviennent d'une même région du pays ou encore des Russes vivant à l'étranger. Enfin, la loi électorale autorise les candidats à se présenter à la fois aux élections législatives et aux élections régionales qui ont lieu le même jour.

4 partis politiques sont représentés dans l'actuelle Douma :

- Russie unie, parti majoritaire du parlement, dirigé depuis 2007 par le Premier ministre sortant, Vladimir Poutine. Né en décembre 2001 de la fusion de deux partis Unité et Patrie-Toute la Russie, il compte 315 députés ;

- le Parti communiste (KPRF), premier parti d'opposition du pays, fondé en 1993, dirigé par Guennadi Ziouganov et fort de 180 000 membres, possède 57 sièges ;

- le Parti démocrate-libéral (LDPR), ultranationaliste et populiste fondé en 1989 et dirigé par Vladimir Jirinovski, compte 40 députés ;

- Russie juste (SR), né en 2006 de la fusion de Rodina (Patrie), du Parti russe de la vie et du Parti russe des retraités, et dirigé par Nikolai Levichev, possède 38 sièges.

Le Conseil de la Fédération comprend 166 membres, soit 2 représentants du pouvoir législatif et exécutif pour chacune des 83 entités composant la Fédération de Russie (21 républiques, 9 territoires administratifs, 46 régions, 1 région autonome, 4 districts autonomes et 2 villes fédérales). La durée du mandat varie selon les républiques ou les régions. La Russie est divisée en 7 circonscriptions fédérales (Centre, Nord-Ouest, Sud, Bassin de la Volga, Oural, Sibérie et Extrême-Orient), chacune étant dirigée par un représentant plénipotentiaire du président.

Le président de la Fédération de Russie est élu au suffrage universel tous les 4 ans. Dmitri Medvedev a été élu

le 2 mars 2008 dès le 1<sup>er</sup> tour de scrutin en recueillant 70,28% des suffrages. La participation s'était élevée à 63,78%. L'actuel chef de l'Etat a fait passer une loi en 2008 qui augmente la durée du mandat présidentiel à 6 ans.

En dépit de l'image de force que souhaitent donner ses dirigeants, la Russie est à la croisée des chemins. Le pays s'interroge sur sa place dans le monde. « *Non, la Russie n'a pas encore choisi sa voie et je ne suis pas sûr qu'elle puisse le faire dans un avenir prévisible. La question «la Russie appartient-elle à l'Ouest ?» n'a pas été tranchée mais elle est compliquée par la crise du modèle européen. Il est devenu très difficile pour le pays d'être mentalement européen mais de regarder de plus en plus économiquement vers l'Asie. Moscou se trouve dans un état de grande confusion intellectuelle sur son avenir. En panne de modèle et incapable de produire le sien* » a souligné Fiodor Loukianov, rédacteur en chef à Moscou de La Russie dans la politique globale.

L'agence de notation Standard and Poor's a annoncé qu'elle maintenait sa note BBB. Elle a cependant affirmé que le retour quasi assuré de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat pourrait constituer un frein à la croissance à long terme de la Russie. « *Nous pensons que le changement des rôles et des personnes pourrait compliquer la tâche du pays pour faire face à des défis tels que l'amélioration du climat des affaires, de la concurrence et des infrastructures de production et le maintien d'une croissance à long terme* ». Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de croissance du PIB de 4,8% cette année et de 4,5% en 2012. L'organisation internationale a indiqué que Moscou aura certainement des problèmes pour attirer les capitaux étrangers en raison de l'incertitude politique, de la fragilité du système bancaire et du climat de risque qui règnent dans le pays.

Selon Valeri Fedorov, directeur de l'institut VTsIOM, seuls 4 partis – Russie unie, le Parti communiste, le Parti démocrate-libéral et Russie juste – devraient entrer dans la prochaine Douma. Enfin, plus de la moitié des Russes (53%) considèrent que les élections législatives à venir sont un simulacre et une personne interrogée sur deux (49%) s'attend à des manipulations des résultats selon une enquête réalisée par l'institut d'opinion Levada.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut FOM à la fin du mois d'octobre, Russie unie recueillerait 40% des suffrages, le Parti communiste 12%, le Parti démocrate-libéral 10% et Russie juste 5%.

Désabusés quant à leurs leaders politiques, les Russes manifestent dans leur grande majorité une totale indifférence à l'égard du scrutin du 4 décembre prochain. Une dégradation de leur situation matérielle et les perspectives économiques – sombres – pourraient cependant faire évoluer la situation. Selon l'institut d'opinion Levada, 41% des Russes regardent avec indifférence le retour de Vladimir Poutine.

#### Rappel des résultats des élections législatives du 2 décembre 2007 en Russie

Participation : 63,71%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Russie unie (ER)	44 714 241	64,30	315
Parti communiste (KPRF)	8 046 886	11,57	57
Parti démocrate-libéral (LDPR)	5 660 823	8,14	40
Russie juste (SR)	5 383 639	7,74	38
Autres	5 731 476	8,25	0

Source : Site internet de la Commission électorale russe ([http://www.vybory.izbirkom.ru/region/region/izbirkom?action=show&root=1&tvd=100100021960186&vrn=100100021960181&region=0&global=1&sub\\_region=0&prver=0&pronetvd=null&vbid=100100021960186&type=242](http://www.vybory.izbirkom.ru/region/region/izbirkom?action=show&root=1&tvd=100100021960186&vrn=100100021960181&region=0&global=1&sub_region=0&prver=0&pronetvd=null&vbid=100100021960186&type=242) )

## Pas de suspense sur le résultat des élections législatives en Russie

Le 4 décembre prochain, 110 millions de Russes renouvelleront les 450 membres de la Douma, chambre basse du Parlement. Le vote par anticipation a débuté le 18 novembre. Pour ce scrutin, 376 bureaux de vote seront ouverts dans 146 pays, le vote anticipé sera possible dans 60 d'entre eux. Lors de l'élection présidentielle du 2 mars 2008, 20,3% des Russes résidant à l'étranger avaient rempli leur devoir citoyen. Le 4 décembre prochain, des bureaux de vote seront ouverts dans 65 gares (au sein de 43 régions) et 27 aéroports (dans 24 régions). Lors du dernier scrutin législatif du 2 décembre 2007, 15 500 personnes avaient voté dans l'un de ces bureaux de vote. La campagne électorale a débuté le 5 novembre et se terminera le 2 décembre au soir. Le 3 décembre, veille du scrutin, est appelé le « *jour du silence* ».

Le 24 novembre dernier, le Conseil de la Fédération, chambre haute du Parlement, a décidé par 142 voix que la prochaine élection présidentielle aurait lieu en Russie le 4 mars 2012. Le Premier ministre Vladimir Poutine est candidat à ce scrutin depuis le 24 septembre dernier, date à laquelle le président de la République, Dmitri Medvedev, a proposé son nom pour diriger l'Etat alors que le chef du gouvernement émettait le souhait de voir Dmitri Medvedev diriger la liste de Russie unie (ER) aux élections législatives. Vladimir Poutine a promis de confier le poste de Premier ministre à Dmitri Medvedev lorsque lui-même aura été (ré)élu à la présidence de la République. Le scrutin législatif apparaît donc plus que jamais comme une répétition générale de celui du 4 mars prochain.

Le parti au pouvoir, Russie unie, présente 597 candidats (dont 117 femmes) parmi lesquels 172 sont des députés sortants. Environ la moitié des élus vont donc être renouvelés. 415 candidats sont membres du parti.

Chaque liste régionale de Russie unie comprend au moins parmi les trois premiers un membre du Front populaire panrusse (ONF), organisation créée par Vladimir Poutine qui regroupe les « forces vives » de la

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

société russe. 8 gouverneurs régionaux, soit beaucoup moins qu'habituellement, conduisent la liste de Russie unie dans leur région : Igor Shouvalov (Primorye), l'ancien Premier ministre (2007-2008) Viktor Zoubkov (Volvograd), Igor Sechin (Stavropol), Viacheslav Volodin (Saratov), Alexander Zhukov (Kaliningrad), le vice-premier ministre en charge du Développement régional, Dmitri Kozak (Saint Pétersbourg), le ministre des Ressources naturelles et de l'Écologie, Youri Troutnev (Perm), et le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Shoigu (Krasnoïarsk).

Le parti du Premier ministre sortant Vladimir Poutine (ER) est en recul dans les enquêtes d'opinion. Il recueille 51% des intentions de vote selon l'institut Levada, soit -11 points par rapport à novembre 2010. Certain de s'imposer le 4 décembre, le parti est toutefois conscient qu'il ne renouvellera pas son résultat de 2007 (64,30% des suffrages et 315 députés) et qu'il perdra sa majorité des 2/3 à la Douma.

Selon un sondage de l'institut Levada, 61% des Russes se déclarent satisfaits du Premier ministre sortant Vladimir Poutine, soit -20 points par rapport à l'an dernier, le résultat le plus faible depuis août 2000, période du naufrage du sous-marin Koursk. Le président Dmitri Medvedev recueille 57% de taux de satisfaction. « *Russie unie aura besoin d'une sérieuse réorganisation. Le parti a besoin d'un nouveau leadership pour mettre en œuvre les réformes et moderniser l'économie du pays* » a déclaré Vladimir Poutine. « *Quand je suis arrivé au pouvoir en 2000, la Russie faisait face à une guerre civile dans le Caucase, l'économie était au bord du gouffre. Nous avons rétabli la Constitution et les standards sociaux en dix ans ; les revenus des citoyens ont fortement augmenté et le taux de pauvreté a baissé. Cette tendance se poursuivra malgré les difficultés* » a-t-il déclaré.

Le programme de Russie unie est structuré autour de 8 principes dont la modernisation de l'économie par l'augmentation de la productivité, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de la lutte contre la corruption, l'augmentation des salaires et des pensions de retraites et l'amélioration des relations interethniques.

Le parti promet de faire de la Russie la 5e économie du monde en créant 25 millions d'emplois dans l'industrie et le secteur public. Elle affirme qu'à la fin de

l'année 2014, les salaires auront été multiplié par 1,5, qu'au moins 1 000 écoles auront été construites et que les parents n'auront plus à attendre pour inscrire leur enfant à la crèche.

De son côté, le Front populaire panrusse a fait de la modernisation de l'économie, de la baisse de l'inflation, du développement régional, de l'amélioration des conditions de vie de la population, du combat contre la corruption, de l'amélioration du système politique et de la modification du code pénal ses priorités. Il a demandé aux députés de rédiger chaque année un rapport de leurs actions. De nombreux observateurs politiques s'interrogent sur son rôle à l'issue du scrutin.

Premier parti d'opposition, le Parti communiste (KPRF) de Guennadi Ziouganov s'appuie sur la crise économique internationale pour critiquer le capitalisme. Il propose d'augmenter les dépenses de l'éducation à hauteur de 10% du PIB, de nationaliser plusieurs entreprises et d'instaurer la gratuité pour les frais de santé. « *Nous vous rendrons ce qui vous a été volé* » affirme le leader communiste qui aime à montrer qu'il a évolué et que son parti s'est adapté au monde du XXIe siècle en prenant régulièrement la Chine pour exemple.

Russie juste (SR), dirigée par Nikolai Levichev, se présente comme le parti de l'égalité sociale et se veut « *la voie vers la liberté individuelle par l'action collective* ». Le 15 novembre dernier, son ancien leader, écarté de son poste de président du Conseil de la fédération, Sergueï Mironov, a proposé à Vladimir Jirinovski (Parti démocrate-libéral, LDPR) lors d'un débat télévisé de former avec le Parti communiste une coalition tripartite à la Douma. Le leader ultranationaliste et populiste du Parti démocrate-libéral lui a opposé une fin de non-recevoir affirmant que son parti allait remporter le scrutin du 4 décembre. Il a déclaré que, pour ce faire, il exigerait que Russie juste s'engage à plaider la cause des « *Russes de souche* » et se retire de l'Internationale socialiste. Pour le pouvoir en place, Vladimir Jirinovski, par sa capacité à capter un vote protestataire, est l'un des meilleurs opposants.

Iabloko, parti libéral dirigé par Alexeï Mitrokhin (qui sera 2e sur la liste du parti derrière son fondateur Grigori Iavlinski) se veut l'héritier du Parti constitutionnel démocratique créé en 1905. Il propose un programme, intitulé La Russie a besoin de changements, fondé sur

3 points principaux : la création d'un Etat moderne et efficace, la mise en place d'une économie efficace – c'est-à-dire diversifiée et réellement concurrente et où la propriété privée serait inviolable – et le développement du potentiel humain. Avec le slogan La Russie a besoin de changement, le parti promet de lutter contre la fusion du monde des affaires et du pouvoir politique à Moscou. « *En Russie, c'est l'oligarchie ; en Europe, cela s'appelle la mafia* » répète Grigori Iavlinski. Il souhaite jeter un nouveau regard sur l'histoire du pays, un acte « *indispensable pour aller de l'avant* », mettre en avant « *l'illégalité du changement de pouvoir en 1917* » et souhaite que les « *les répressions staliniennes et bolchévistes* » soient reconnues. Le parti, qui a perdu sa représentation à la Douma lors des dernières élections législatives du 2 décembre 2007, se montre confiant. « *Si la participation est supérieure à 60%, Iabloko recueillera autour de 10% des suffrages* » a déclaré Grigori Iavlinski qui estime en effet qu'une forte participation rend les falsifications plus difficiles.

Selon la dernière enquête réalisée par l'institut FOM et publiée les 19 et 20 novembre derniers, Russie unie

devrait arriver largement en tête avec 39% des suffrages. Le Parti communiste de Guennadi Ziouganov obtiendrait 12%, le Parti démocrate-libéral de Vladimir Jirinovski 10%, Russie juste d'Alexeï Mitrokhin 9%. Iabloko, Patriotes de Russie, parti nationaliste de gauche de Guennadi Semigin, et Juste cause (PD), parti dirigé depuis le 20 septembre dernier par Andreï Dounaïev, obtiendrait chacun 1% des suffrages et ne seraient donc pas représentés à la Douma.

Selon l'institut Levada, une immense majorité de Russes se déclarent certains de la victoire de Russie unie le 4 décembre et l'apathie électorale que cette situation entraîne est bénéfique à Vladimir Poutine. Selon une enquête d'opinion, 18% des personnes qui disent ne pas souhaiter voter aux élections législatives mettent en avant la certitude que le parti au pouvoir va de toute façon remporter le scrutin et 8% disent que le scrutin est truqué.

Enfin, les Nashi (Les Nôtres), mouvement de jeunesse se déclarant antifasciste et favorable au Premier ministre Vladimir Poutine, se réuniront en forum à Moscou du 4 au 6 décembre prochain.

## Le parti au pouvoir, Russie unie, remporte les élections législatives mais enregistre un net recul

Le parti au pouvoir, Russie unie (ER), est arrivé en tête des élections législatives le 4 décembre en Russie. Le parti du Premier ministre Vladimir Poutine a recueilli 49,54% des suffrages et remporté 238 sièges à la Douma, chambre basse du Parlement (- 77 par rapport au précédent scrutin du 2 décembre 2007). Russie unie conserve la majorité absolue mais a perdu sa majorité des 2/3 qui lui permettait de modifier la Constitution sans avoir à convaincre les autres partis du Parlement. Il devance le Parti communiste (KPRF), premier parti d'opposition, dirigé par Guennadi Ziouganov, qui a obtenu 19,2% des voix (92 sièges, + 35), Russie juste (SR) de Nikolai Levichev, 13,20% des suffrages (64 sièges, + 26) et le Parti libéral-démocrate (LDPR), dirigé par Vladimir Jirinovski, 11,40% des voix (56 sièges, + 16).

Comme le prévoyaient les enquêtes d'opinion, seuls 4 partis sont donc représentés dans la nouvelle Douma. Le parti libéral Iabloko, dirigé par Alexeï Mitrokhin, a cependant recueilli la majorité des scrutins exprimés par les citoyens russes vivant dans les pays occidentaux. Il arrive en tête aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni et en 2e position (derrière Russie unie) en Italie.

La participation a été un peu au-dessous de celle enregistrée lors des dernières élections législatives du 2 décembre 2007. Elle s'est établie à 60,2%, soit -3,51 points.

RESULTATS

« C'est un résultat optimal qui reflète la véritable situation dans le pays. En se fondant sur ce résultat, nous pouvons garantir un développement stable de notre pays » s'est félicité Vladimir Poutine. « C'est la démocratie en action. On disait que le parti chercherait à conserver sa position dominante en se livrant à des machinations, des manipulations, mais il a prouvé qu'il avait le droit moral de poursuivre dans la voie que nous avons choisie. Russie unie sera obligé de gouverner en coalition avec les autres partis sur certains problèmes et c'est parfaitement normal, c'est cela, le parlementarisme et la démocratie » a affirmé le président russe Dmitri Medvedev. « Nous espérons que nous allons obtenir une majorité à la Douma » a souligné le président de la Douma, Boris Gryzlov (ER).

Le Parti communiste a rejeté l'offre de coalition émanant de Russie unie tandis que Russie juste ne l'a pas exclue si les communistes y participent. Le Parti libéral-démocrate a également répondu par l'affirmative à la condition d'y figurer à égalité avec Russie unie.

Le député communiste Sergueï Oboukhov a affirmé : « La Russie présente une nouvelle réalité politique même s'ils réécrivent tout ». « Ces élections législatives sont sans précédent parce qu'elles se sont déroulées sur fond d'effondrement de la confiance dans Vladimir Poutine, Dmitri Medvedev et le parti au pouvoir » a indiqué le libéral Vladimir Rijkov qui a ajouté : « Je pense que l'élection présidentielle du 4 mars prochain va virer à la crise politique de grande ampleur en raison de la déception, de la frustration et du désenchantement, et déboucher sur un vote de protestation encore plus important ».

Selon le politologue Kirill Rogov, « le faible soutien pour le parti Russie unie est un fait indéniable qui, de plus, ne fait que s'accroître ». « Nous avons un système politique entièrement personnalisé. Le régime tire toute sa légitimité de la popularité de Vladimir Poutine. Par conséquent, un recul électoral constituerait une menace radicale pour la stabilité du système » avait déclaré Lev Goudkov, directeur de l'institut d'opinion Levada quelques jours avant les élections législatives.

Le recul affiché par Russie unie était attendu mais son ampleur a surpris les commentateurs politiques. La classe moyenne russe en pleine expansion semble douter de plus en plus à la capacité du tandem formé par Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev de moderniser le pays. Quant aux plus modestes des Russes, ils sont déçus et souffrent de plus en plus de la crise économique. Une partie d'entre eux n'ont pas hésité à se tourner vers le Parti communiste qui leur a promis de « leur rendre ce qui leur a été volé » et proposait d'augmenter les dépenses de l'éducation, de nationaliser plusieurs entre-

prises et d'instaurer la gratuité pour les frais de santé.

Le scrutin a été marqué par de multiples accusations de fraudes et de nombreuses arrestations d'opposants. Des irrégularités ont été constatées le jour du vote comme les jours qui ont précédé celui-ci. Au moins 5 sites internet indépendants – ceux de la radio L'Echo de Moscou, du site [www.slon.ru](http://www.slon.ru), du quotidien *Kommersant*, de l'hebdomadaire *New Times* et de l'organisation non gouvernementale Golos – ont été victimes de cyberattaques et étaient inaccessibles le jour du vote. « Il est évident que cette attaque le jour de l'élection de notre site fait partie d'une tentative d'éviter la publication d'informations sur les irrégularités du vote » a déclaré le rédacteur en chef de L'Echo de Moscou, Alexei Venediktov.

La directrice de Golos, Lilia Chibanova, a été retenue la veille du scrutin à la douane de l'aéroport Cheremetievo de Moscou pendant 12 heures et s'est fait confisquer son ordinateur. Golos fait également l'objet d'une enquête du parquet de Moscou qui la soupçonne de « propager des rumeurs ». Golos a été condamné le 1er décembre à une amende de 30 000 roubles (700 €) pour avoir violé la loi sur l'interdiction de publier des enquêtes d'opinion pendant les 5 jours précédant les élections législatives. L'organisation dément avoir enfreint cette règle.

Les Etats-Unis ont exprimé leur inquiétude face aux « manœuvres de harcèlement » visant à empêcher Golos de surveiller le déroulement des élections.

Les élections législatives russes ont été marquées par de fréquentes violations lors du décompte des voix et notamment par un bourrage des urnes pouvait-on lire dans un communiqué diffusé le lendemain du vote par les observateurs électoraux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). « Le vote était bien organisé mais la qualité du processus s'est considérablement détériorée durant le décompte des voix, qui a été caractérisé par des violations fréquentes de la procédure, notamment avec de sérieuses indications de bourrage des urnes » poursuit l'organisation qui indique que « la concurrence politique a été limitée et inéquitable durant la campagne » et qui souligne « le manque d'indépendance des autorités électorales et des médias ».

« Les infractions ont eu un caractère massif et systématique » a accusé le Parti communiste. Sergueï Mitrokhine, président de Iabloko, a affirmé qu'à Moscou tous les observateurs de son parti avaient été obligés de sortir des bureaux de vote avant le dépouillement des bulletins. « C'est un véritable outrage, un motif d'annulation des élections » a-t-il écrit sur Twitter.

Plus de 170 opposants ont été interpellés alors qu'ils tentaient de manifester contre le déroulement des élections législatives à Moscou et Saint-Petersbourg, selon les forces de



police de ces deux villes. Plus de 51 000 policiers avaient été déployés dans la capitale à l'occasion du scrutin.

Le résultat des élections législatives russes témoigne d'une baisse de popularité du Premier ministre sortant Vladimir Poutine qui s'est fait huer la semaine dernière alors qu'il venait assister à un match de boxe au Stade olympique de Moscou. Le scrutin marque également la première prise de distance des Russes avec le pouvoir en place.

En Russie comme ailleurs, l'arrivée d'Internet et des réseaux sociaux a libéré l'information dont le Kremlin avait jusqu'alors le monopole. En 2011, 50 millions de Russes ont accès à la toile ; le pays a connu la progression du nombre d'internautes la plus importante en Europe. « *Il y a deux Russie, l'une urbaine, dégourdie, avide de connaissances, connectée à Internet. Elle est incertaine de ses choix mais résolument fatiguée du «consensus Poutine». C'est la classe moyenne du futur. L'autre Russie est celle des retraités, des fonctionnaires, des officiers de l'armée qui espèrent recevoir des pro-Poutine un supplément mensuel de 1 000 roubles. Avant*

*tout, ils sont réticents à tout changement* » souligne l'éditorialiste Konstantin von Eggert des Nouvelles de Moscou.

Pour le politologue Boris Mejouev, « *le scrutin législatif s'est transformé de fait en un referendum contre Russie Unie* ». « *Ce sont les élections les plus scandaleuses de l'histoire russe. Il n'y aura bien sûr aucune révolution. Mais tout cela va entraîner la perte de légitimité du pouvoir* » a indiqué le politologue Dmitri Orechkine.

Moscou n'a pas connu de révolution à l'occasion du scrutin législatif mais beaucoup d'analystes considèrent déjà qu'il y aura un « *avant* » et un « *après* » 4 décembre 2011 en Russie. Si la situation économique continue de se dégrader, les Russes pourraient en effet de nouveau marquer leur mécontentement et prendre leurs distances avec le leader russe lors de l'élection présidentielle du 4 mars prochain. Un scrutin pour lequel Vladimir Poutine, qui a été désigné (à l'unanimité des 614 représentants du parti présents) candidat de Russie unie lors du congrès le 27 novembre dernier, reste toutefois le grand favori.

#### Résultats des élections législatives du 4 décembre 2011 en Russie

Participation : 60,20%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Russie unie (ER)	49,54	238
Parti communiste (KPRF)	19,20	92
Russie juste (SR)	13,20	64
Parti démocrate-libéral (LDPR)	11,40	56
Autres	6,66	0

Source : Agence France Presse

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.